

Économie du Québec et choix politiques, sous la direction de CLAUDE MONTMARQUETTE. — LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, Montréal, 1979, 531 p.

Volume 56, numéro 3, juillet–septembre 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600935ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600935ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(1980). Compte rendu de [*Économie du Québec et choix politiques*, sous la direction de CLAUDE MONTMARQUETTE. — LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, Montréal, 1979, 531 p.] *L'Actualité économique*, 56(3), 488–489. <https://doi.org/10.7202/600935ar>

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Économie du Québec et choix politiques, sous la direction de CLAUDE MONTMARQUETTE. — LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, Montréal, 1979, 531 pages.

Ce livre regroupe les textes des conférences du colloque du CRDE d'octobre 1978. Les communications sont regroupées sous cinq grandes sections : le secteur public de l'économie, l'emploi et les questions sociales, les richesses naturelles, le secteur industriel et commercial et, finalement, une section plus générale de prospective et réflexions épistémologiques. Dans chaque section, la discussion couvre à la fois les conditions historiques et actuelles de l'économie du Québec et les politiques économiques s'y rattachant et examine les modifications que certains des changements poli-

tiques prévisibles pourraient apporter à cette économie ainsi qu'aux politiques économiques pertinentes.

Certains grands constats généraux dominent l'ensemble des discussions. Ainsi, l'approche fondée sur la rationalité économique explique fort bien la situation sociale, économique et politique du Québec d'aujourd'hui. Le deuxième constat est celui de reconnaître différents coûts de transition qui, bien qu'ils puissent être intolérables pour certains individus, sont associés à toutes modifications des structures économiques, sociales et politiques d'une société. Par contre, la durée de cette période de transition demeure une question complexe et relativement controversée. Enfin, la survie d'un gouvernement central canadien passe par une régionalisation efficace de ses politiques économiques, sociales et culturelles.